

Cote du document: EB 2016/118/R.18
Point de l'ordre du: 11 b) i)
Date: 24 août 2016
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour le Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II (PASIDP II)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ulac Demirag
Directeur dans le pays
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +251 11 617 2430
courriel: u.demirag@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-huitième session
Rome, 21-22 septembre 2016

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du programme	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du programme	3
A. Démarche	3
B. Cadre organisationnel	3
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	4
E. Supervision	5
IV. Coût, financement et avantages du programme	5
A. Coût du programme	5
B. Financement du programme	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	6
E. Identification et atténuation des risques	7
V. Considérations d'ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l'élaboration des politiques	8
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	8
VII. Recommandation	9
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (accord de financement négocié)	
II. Logical framework (cadre logique)	

Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CNPP	Comité national de pilotage du programme
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
EIES	Évaluation de l'impact environnemental et social
PASIDP	Programme de développement participatif de la petite irrigation
S&E	Suivi-évaluation
UFCGP	Unité fédérale de coordination et de gestion du programme
URCGP	Unité régionale de coordination et de gestion du programme

Carte de la zone du programme

Federal Democratic Republic of Ethiopia

Participatory Small-scale Irrigation Development Programme - Phase II (PASIDP II)

President's report



Source: FIDA; 26/07/2016

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République fédérale démocratique d'Éthiopie

Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II (PASI DP II)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République fédérale démocratique d'Éthiopie
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles
Coût total du programme:	145,3 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	72 950 000 DTS (équivalant approximativement à 102 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Montant du don du FIDA:	1 080 000 DTS (équivalant approximativement à 1,5 million d'USD)
Montant du don du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP):	7 870 000 DTS (équivalant approximativement à 11 millions d'USD)
Contribution de l'emprunteur:	18,7 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	12,1 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour le Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II (PASIDP II), telle qu'elle figure au paragraphe 43.

Proposition de prêt et don à la République fédérale démocratique d'Éthiopie pour le Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II (PASIDP II)

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Ces dix dernières années, le Gouvernement éthiopien a obtenu des résultats impressionnants en matière de croissance économique et de réduction de la pauvreté. La croissance du produit intérieur brut, qui repose sur une large assise, s'est établie, en moyenne, à 10,8% par an entre 2003-2004 et 2013-2014, et l'accroissement de la population a été en moyenne de 3% par an. Cette croissance économique forte est due à des investissements publics importants et à l'expansion des services et de l'agriculture. Le gouvernement a engagé plus de 60% du total de ses dépenses dans des secteurs axés sur la réduction de la pauvreté tels que l'agriculture, l'éducation, la santé, l'eau et la construction de routes. Pour mettre fin à l'extrême pauvreté en Éthiopie, il convient de soutenir les efforts actuels et de veiller à ce que la croissance économique soit inclusive, en particulier dans les zones rurales. En Éthiopie, bon nombre de ménages non défavorisés se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté et risquent de basculer dans la pauvreté en cas de choc important.
2. Pour soutenir la forte croissance économique du pays, il est essentiel d'améliorer la productivité de l'agriculture, et en particulier des systèmes agricoles tels que la petite irrigation, qui sont dotés d'un fort potentiel en matière de croissance de la productivité. Le deuxième Plan de croissance et de transformation du gouvernement pour la période 2015-2016 - 2019-2020 souligne le rôle important que joue l'agriculture en tant que facteur de croissance économique.
3. L'Éthiopie est dotée d'un environnement agroécologique très diversifié, allant des hauts plateaux au climat tempéré ou tropical humide aux basses terres caractérisées par un climat chaud et aride, et le contexte socioculturel est tout aussi diversifié. Bien que cette hétérogénéité ait beaucoup à offrir en termes de ressources naturelles, une caractéristique commune à ces milieux est la fragilité de l'environnement. La dégradation des sols, la déforestation et la perte de biodiversité comptent parmi les principaux défis à relever sur le plan environnemental. Les projections relatives au changement climatique pour l'Éthiopie font état d'une forte hausse des températures et d'une probable augmentation de la fréquence des sécheresses, des fortes pluies et des inondations, en particulier dans les basses terres.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Le Gouvernement éthiopien et le FIDA s'orientent vers une approche programmatique dotée d'une vision à plus long terme des prêts au sous-secteur de la petite irrigation en Éthiopie. La première phase du Programme de développement participatif de la petite irrigation (PASIDP), mise en œuvre entre 2008 et 2015, a contribué à réduire la vulnérabilité du pays face aux risques climatiques et à la sécheresse, la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire. L'évaluation du programme de pays menée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a recommandé le financement d'une deuxième phase du PASIDP. En effet, la petite irrigation offre des perspectives intéressantes en matière de réduction des effets du changement climatique, de renforcement de la croissance économique et de réduction de la pauvreté, objectifs figurant tous au nombre des aspirations du gouvernement. Cette deuxième phase complétera et affinera le modèle d'intervention élaboré durant la première phase, et elle servira de test pour l'expansion géographique qui sera principalement réalisée durant la troisième phase, le but ultime étant de reproduire le programme à l'échelle de l'ensemble du pays.
5. Le PASIDP II repose sur l'hypothèse selon laquelle les paysans pauvres qui bénéficieront d'une base de production dotée d'une irrigation sûre et d'un accès à des marchés et à des services seront en mesure de produire et de commercialiser des volumes plus importants de produits, et ce de manière rentable. L'investissement portera également sur des bassins versants contigus aux périmètres d'irrigation, qui présentent différents niveaux de dégradation, afin de les stabiliser, d'améliorer leur capacité productive et d'accroître leur résilience. Cela améliorera la prospérité des paysans, leur sécurité alimentaire et leur nutrition, contribuant ainsi à renforcer leur résilience face aux chocs externes – y compris ceux causés par des conditions météorologiques défavorables et le changement climatique, comme en 2015 à la suite du phénomène climatique El Niño.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. La zone d'intervention du PASIDP II couvrira quatre régions d'Éthiopie: i) Amhara; ii) Oromia; iii) la Région des nations, nationalités et peuples du Sud; et iv) Tigré. Avant la réalisation de l'examen à mi-parcours, il sera envisagé d'étendre les interventions du programme à d'autres régions, à titre expérimental.
7. Le PASIDP II bénéficiera à 108 750 ménages, parmi lesquels: i) 46 250 utilisent des petits périmètres d'irrigation ainsi que des champs dans les bassins versants adjacents; ii) 37 500 ménages sont installés dans les bassins versants adjacents; et iii) 10 000 ménages ont bénéficié d'un soutien dans le domaine de l'irrigation dans le cadre du PASIDP I et bénéficieront d'un soutien en matière d'agronomie et d'intégration aux marchés dans le cadre du PASIDP II. Par ailleurs, 15 000 emplois pourront être créés du fait de la hausse des besoins de main-d'œuvre dans les fermes et les filières de commercialisation. Dans les périmètres d'irrigation sélectionnés et les bassins versants adjacents, le PASIDP II utilisera une approche d'autociblage ainsi que des mécanismes destinés à promouvoir l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables.

B. Objectif de développement du programme

8. L'objectif de développement du programme consiste à améliorer durablement les revenus et la sécurité alimentaire des ménages ruraux.

C. Composantes/résultats

Composante A: investissement dans des petites infrastructures d'irrigation

9. La composante A devrait permettre aux agriculteurs d'avoir accès à des périmètres d'irrigation durables. Le programme vise à mettre en place au moins 15 000 ha de

petits périmètres d'irrigation. La sous-composante A.1 portera sur: i) la sélection des périmètres; ii) les études de faisabilité et les études de conception détaillées; iii) la création d'associations d'irrigants et leur renforcement; et iv) les études de l'impact environnemental et social et les plans de gestion. La sous-composante A.2 appuiera le développement des périmètres d'irrigation sélectionnés, y compris de systèmes à usagers multiples parallèlement à l'irrigation.

Composante B: investissement dans des capacités de nature à favoriser une agriculture durable.

10. On attend de la composante B que les agriculteurs aient davantage de compétences axées sur le marché et de capacités de nature à favoriser une agriculture durable. La composante B soutiendra des activités conçues pour garantir que les bénéficiaires mènent leurs activités dans un environnement propice au développement commercial d'activités rurales. La sous-composante B.1 soutiendra le renforcement des coopératives agricoles, le développement de liens avec les entreprises agroalimentaires et l'accès à des services financiers. La sous-composante B.2 appuiera l'amélioration des pratiques culturelles, principalement grâce aux groupes de recherche des agriculteurs et au soutien apporté à la vulgarisation; elle facilitera l'accès à des semences améliorées; elle inclura des activités prenant en compte la problématique hommes-femmes; et elle favorisera une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels. La sous-composante B.3 soutiendra l'amélioration de la gestion des bassins versants et promouvra une agriculture intelligente face au climat.

Composante C: gestion du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs

11. La composante C sera axée sur: i) l'apprentissage et la gestion des savoirs; et ii) la gestion du programme et le suivi-évaluation (S&E).

III. Exécution du programme

A. Démarche

12. La mise en œuvre du programme sera régie par quatre grands principes: i) l'alignement sur les systèmes et procédures du gouvernement, et l'intégration de l'exécution du programme dans des institutions gouvernementales décentralisées; ii) l'autonomisation des bénéficiaires afin que l'exécution du programme soit dirigée au travers de leurs institutions locales; iii) la coopération avec des prestataires de services et entités commerciales privés; iv) l'établissement de partenariats et de collaborations avec d'autres partenaires du développement et parties prenantes œuvrant dans ce secteur.

B. Cadre organisationnel

13. Gouvernance du programme. Un comité national de pilotage du programme (CNPP) fournira des directives générales relatives aux politiques et aux stratégies concernant les points couverts par le programme, ses priorités, et le renforcement institutionnel. Le CNPP sera présidé par le Ministre de l'agriculture et des ressources naturelles, et il se composera de ministres chargés des secteurs concernés, notamment: le Ministère de l'eau, de l'irrigation et de l'électricité; le Ministère du commerce; le Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique; le Ministère des finances et de la coopération économique; et le Ministère de l'industrie. Il comprendra aussi des responsables de l'Agence fédérale des coopératives, de l'Institut éthiopien de recherche agricole et d'autres institutions en lien avec l'orientation stratégique du programme.
14. Gestion du programme. Le Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles sera le principal organisme d'exécution. Le Ministre des ressources naturelles sera responsable de la coordination de l'exécution avec l'appui de la Direction de la petite irrigation. Une unité fédérale de coordination et de gestion du programme (UFCGP) assurera: i) la planification, le S&E; ii) la coordination des parties prenantes au niveau fédéral; et iii) le contrôle de la qualité des investissements et du rapport

coût-efficacité. L'Agence éthiopienne de transformation agricole apportera un soutien technique et analytique, et elle mobilisera des prestataires de services dans le cadre d'une coopération Sud-Sud aux fins du renforcement des capacités dans des secteurs novateurs, notamment l'appui à des alliances favorisant l'accès aux marchés, la promotion d'innovations judicieuses du point de vue du climat et la finance agricole.

15. Des unités régionales de coordination et de gestion des programmes (URCGP) coordonneront la planification des investissements, la passation des marchés et le travail des consultants chargés de la conception, des prestataires de travaux et des prestataires de services de renforcement des capacités. Au niveau des districts et des sites du programme, l'exécution sera pleinement intégrée aux structures administratives locales. Les associations d'irrigants participeront activement à l'intégralité du processus de développement des périmètres d'irrigation – de l'identification à la mise à disposition finale.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

16. Le programme sera exécuté sur la base des plans de travail et budgets annuels approuvés, lesquels seront préparés conjointement par l'UFCGP, les URCP, les autorités des districts et les partenaires d'exécution. L'UFCGP consolidera le budget et le présentera au Comité national de pilotage du programme, pour approbation, dans l'attente de l'examen préalable du FIDA.
17. Conformément à l'approche de la gestion axée sur les résultats, les progrès réalisés en termes de produits, d'effets, d'impact et de durabilité du programme feront l'objet d'un suivi régulier. Des enquêtes de référence et d'impact seront menées au démarrage, à mi-parcours et à l'achèvement du programme, afin d'évaluer l'efficacité de l'investissement. Des études de faisabilité portant sur chaque périmètre d'irrigation et chaque bassin versant fourniront des données de référence permettant d'évaluer la performance et les résultats.
18. Pour améliorer la performance et renforcer les capacités des partenaires locaux, le programme encouragera l'utilisation d'outils participatifs de suivi-évaluation (S&E). L'UFCGP organisera périodiquement des discussions structurées permettant d'échanger sur d'éventuels problèmes rencontrés, leurs solutions et les résultats obtenus. L'apprentissage et le partage des savoirs seront fondés sur le système de S&E du programme, et en particulier sur les examens et les évaluations participatives des enseignements tirés au cours de l'exécution.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

19. Un directeur financier sera nommé pour veiller à l'utilisation d'un plan comptable cohérent et complet ainsi que d'un logiciel comptable aux niveaux fédéral et régional. L'UFCGP recrutera un comptable, tout comme chaque unité régionale.
20. Mouvements de fonds et procédures de décaissement. Un compte désigné sera ouvert auprès de la Banque nationale d'Éthiopie en vue du versement des ressources provenant du prêt du FIDA, du don du FIDA et du don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Un compte d'exploitation du programme sera tenu par l'UFCGP conformément aux règlements du gouvernement et un compte distinct sera ouvert pour la réception des fonds de contrepartie. Les URCP et les partenaires d'exécution ouvriront également des comptes bancaires à cette fin dans leur région afin de renforcer la transparence des mouvements de fonds.
21. Audits du programme. Le service d'audit interne du Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles inclura le programme dans ses plans d'audit interne. Soit le Bureau du Vérificateur général fédéral réalisera directement l'audit externe, soit il demandera au cabinet Audit Service Corporation de le réaliser, soit il fera appel à un cabinet d'audit indépendant agréé par le Fonds. Les recommandations issues des audits interne et externe seront examinées par le CNPP.

22. Financement rétroactif et coûts de démarrage. En dérogation à la section 4.08 a) ii) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole, les dépenses spécifiques admissibles sur la période préparatoire qui court du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016, d'un montant maximum équivalant à 2 millions d'USD et préfinancées par le gouvernement, seront remboursées sur le prêt du FIDA après l'entrée en vigueur de l'accord de financement et après satisfaction des conditions préalables au retrait. Outre ce financement rétroactif, les retraits afférents aux coûts de démarrage sont encouragés pour les dépenses admissibles engagées après la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement et avant que ne soient réunies les conditions préalables aux retraits.
23. Passation des marchés. Le cadre législatif et réglementaire national offre un environnement opérationnel adéquat pour la passation des marchés, notamment ceux de travaux. Compte tenu des enseignements tirés au cours de la phase précédente, il convient de recruter un responsable de la passation des marchés spécifiquement chargé du programme, et ce dans le but de renforcer: la gestion des dossiers; la gestion des contrats; l'intégration de la passation des marchés dans le processus d'élaboration du budget; et l'établissement des rapports. Des plans annuels de passation des marchés seront soumis à l'examen préalable du FIDA et ils serviront d'outil de planification, de mise en œuvre et de suivi pour l'ensemble des activités du programme relatives à la passation des marchés.

E. Supervision

24. Le programme sera supervisé directement par le FIDA. Les aspects susceptibles de nécessiter un appui à l'exécution sont les suivants: i) la planification et les études préparatoires relatives aux périmètres d'irrigation, et notamment la création précoce d'associations d'irrigants et l'encouragement de la participation active des bénéficiaires; ii) l'application du cadre de gestion environnementale et sociale; iii) le S&E du programme; iv) la passation des marchés; v) l'accès au financement, aux intrants et aux marchés; et vi) le ciblage.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

25. Le coût total du programme est estimé à 145,3 millions d'USD sur sept ans, les aléas, droits et taxes compris, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. La composante A représente 71,9% du coût, la composante B, 20,5% et la composante C, 7,6%.

Tableau 1
Coût du programme par composante et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Don du Fonds fiduciaire de l'ASAP		Bénéficiaires		Emprunteur/bénéficiaire		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
A. Investissement dans les infrastructures d'irrigation à petite échelle	82 226	78,7	1 000	1,0	1 287	1,2	4 452	4,3	15 523	14,9	104 489
B. Investissement dans des capacités de nature à favoriser une agriculture durable.	11 571	38,8	-	-	8 516	28,6	7 621	25,6	2 108	7,1	29 815
C. Gestion du programme, S&E et gestion des savoirs	8 203	74,6	500	4,5	1 196	10,9	-	-	1 091	9,9	10 990
Total	102 000	70,2	1 500	1,0	11 000	7,6	12 072	8,3	18 722	12,9	145 294

B. Financement du programme

26. Le programme sera financé par un prêt du FIDA d'un montant de 102 millions d'USD consenti à des conditions particulièrement favorables, et par un don du FIDA d'un montant de 1,5 million d'USD. Un don additionnel de 11 millions d'USD (7,6% du coût total du programme) au titre du Fonds fiduciaire de l'ASAP soutiendra l'intégration d'interventions axées sur la résilience face au climat au sein du programme. Le gouvernement apportera l'équivalent de 18,7 millions d'USD, soit 12,9% du coût total du programme, pour couvrir l'ensemble des droits et taxes. Les services publics au niveau national, régional et à l'échelle des districts joueront un rôle majeur dans l'exécution du programme. La contribution des bénéficiaires, qui est estimée à 12,1 millions d'USD, sera fournie sous forme de main-d'œuvre et de matériaux.

Tableau 2

Coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Don du Fonds fiduciaire de l'ASAP		Bénéficiaires		Emprunteur/bénéficiaire		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Formation	4 142	33,4	-	-	6 475	52,1	-	-	1 801	14,5	12 417
Travaux	78 594	79,5	-	-	1 000	15,0	4 452	4,5	14 831	15,0	98 876
Consultations	3 954	47,0	1 500	17,8	1 988	23,6	-	-	969	11,5	8 412
Biens, services et intrants	9 348	50,5	-	-	1 094	5,9	7 620	41,1	455	2,5	18 516
Traitements et indemnités	3 572	84,1	-	-	443	10,4	-	-	233	5,5	4 247
Coûts de fonctionnement	2 390	84,6	-	-	-	-	-	-	434	15,4	2 825
Total	102 000	70,2	1 500	1,0	11 000	7,6	12 072	8,3	18 722	12,9	145 294

C. Résumé des avantages et analyse économique

27. Le programme devrait aboutir aux résultats suivants: i) une augmentation notable de la productivité agricole, de la production commerciale et des revenus de 46 250 ménages agricoles cultivant 18 400 ha de terres irriguées; ii) une hausse des rendements dans au moins 60 000 ha situés dans des bassins versants adjacents; iii) des emplois supplémentaires pour 15 000 jeunes et personnes sans terre extérieures aux ménages disposant de périmètres d'irrigation ou de bassins versants; et iv) un meilleur accès aux marchés et des meilleurs rendements pour 10 000 ménages agricoles ayant bénéficié d'un soutien dans le cadre du PASIDP I.
28. Au vu de son taux de rentabilité économique de 28,8% sur 20 ans et de sa valeur actuelle nette de 165 millions d'USD par an, le programme est un investissement économiquement viable. L'analyse de sensibilité indique une solide résilience aux augmentations des coûts du programme et aux baisses des prix des produits. Le taux d'adoption et le délai de concrétisation des avantages sont les facteurs les plus sensibles.

D. Durabilité

29. Le processus participatif d'aménagement de périmètres d'irrigation crée un sentiment d'appropriation ainsi que les bases et les engagements nécessaires à la durabilité des effets du programme après son achèvement. L'exécution du programme sera entièrement intégrée, à tous les niveaux, au cadre institutionnel gouvernemental, lequel perdurera après l'exécution du programme.
30. Une intégration aux marchés mutuellement bénéfique garantira la durabilité des revenus des bénéficiaires. L'analyse financière indique que les producteurs amélioreront considérablement leurs revenus grâce à de solides retours sur

investissement. Ces avantages financiers retirés de l'investissement dans ce secteur assureront non seulement la durabilité des aménagements, mais ils favoriseront aussi leur reproductibilité et les possibilités de reproduction à plus grande échelle.

E. Identification et atténuation des risques

31. La conception du PASIDP II a bénéficié de la réalisation récente d'une étude d'évaluation des risques par la Plateforme pour la gestion des risques agricoles. Les risques extrêmes, dont la fréquence est faible à modérée mais la gravité élevée (sécheresse extrême ou crise sur les marchés, par exemple), nécessitent une intervention au niveau macroéconomique.
32. La classification du programme dans la catégorie environnementale et sociale A a été confirmée, étant donné qu'un certain nombre de périmètres d'irrigation pourraient se traduire par une perte des services fournis par les écosystèmes naturels ou avoir des conséquences importantes sur une zone plus vaste et auxquelles il n'est pas facile de remédier. Un cadre de gestion environnementale et sociale et un plan de mise en œuvre du consentement libre, préalable et éclairé, ont été développés pour orienter le programme pendant l'exécution, et des évaluations d'impact environnemental et social (EIES) seront réalisées pour les périmètres relevant de la catégorie A, tandis que des plans de gestion environnementale et sociale seront élaborés pour ceux de la catégorie B. Le programme aura pour objectif d'exclure les périmètres pouvant comporter une forte probabilité de réinstallation. S'il s'avère que l'un des périmètres d'irrigation sélectionnés entraînera une réinstallation ou un déplacement économique, un plan d'action de réinstallation sera élaboré et diffusé, et il s'agira d'une condition préalable au financement du périmètre. Le processus d'élaboration du plan d'action de réinstallation doit reposer sur une réelle consultation et une négociation avec toute personne potentiellement touchée, conformément au plan de mise en œuvre du consentement libre, préalable et éclairé. Sur le plan du risque climatique, le PASIDP II est classé au niveau "moyen". Les risques climatiques seront atténués par l'amélioration de la capacité des communautés touchées à s'adapter à la variabilité environnementale et économique, aux changements démographiques, aux chocs et aux changements à long terme.
33. En raison du caractère incertain des implications de la gestion des EIES pour les périmètres relevant de la catégorie A, ainsi que des ressources requises pour celle-ci, les périmètres classés dans la catégorie B seront prioritaires. Au début de la mise en œuvre du programme, des EIES seront préparées et le FIDA organisera un examen indépendant pour évaluer leurs implications et déterminer la capacité de l'Emprunteur et du FIDA à gérer et à mettre en œuvre ces périmètres.
34. Compte tenu de la note 33 obtenue par l'Éthiopie sur l'indice 2015 de perception de la corruption de Transparency International et d'évaluations de la gestion financière des dépenses publiques, le risque fiduciaire du programme a été jugé moyen. Les mesures énoncées à la section III.D du présent rapport sont jugées suffisantes pour atténuer tout risque fiduciaire.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

35. La conception du programme est en accord avec les politiques du FIDA en matière de ciblage; la politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; la politique relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière; les Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts; le Cadre et les directives de l'Union africaine pour la politique foncière en Afrique; et les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA. Le programme est également conforme à la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA et des ressources naturelles et à sa stratégie concernant le changement climatique.

B. Alignement et harmonisation

36. Le programme s'inscrit dans le droit fil des priorités d'investissement inscrites dans le deuxième Plan pour la croissance et la transformation adopté par le gouvernement. Les liens entre les comités de pilotage et les comités techniques, ainsi qu'entre les équipes de gestion des programmes tels que le Projet de gestion durable des terres et le Programme de croissance agricole garantiront la coordination, la collaboration, l'apprentissage et la reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques. L'établissement de liens opérationnels avec le Projet de financement des petites et moyennes entreprises du Ministère de l'industrie et le projet en faveur des groupements de commercialisation des produits agricoles devrait créer des synergies avec le programme.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

37. Les principales innovations destinées à une reproduction à plus grande échelle sont les suivantes: i) l'intégration de la planification participative et de la sélection des périmètres; ii) le renforcement des liens avec le secteur agroalimentaire et de l'accès aux marchés afin d'atténuer le risque, en particulier pour les denrées périssables; iii) l'intégration des stratégies d'adaptation au climat, notamment l'amélioration et la gestion des bassins versants, sur la base des expériences du Projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles; iv) la promotion de techniques culturales perfectionnées et d'un accès à de meilleurs intrants et services financiers en vue d'atteindre les rendements visés et de renforcer la productivité des ressources en eau; v) une attention accrue portée aux femmes et aux jeunes en tant que groupes cibles prioritaires; vi) l'intégration d'une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels; et vii) la conformité avec les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA et avec l'action du Fonds au sein de la communauté internationale en matière de résilience au changement climatique.

D. Participation à l'élaboration des politiques

38. L'utilisation productive des ressources en eau est l'une des priorités qui guident le programme de développement agricole de l'Éthiopie. Le renforcement des modèles existants en matière d'irrigation et d'amélioration de la gestion des bassins versants est une priorité vitale pour la participation à l'élaboration des politiques. Le programme offre les possibilités suivantes: i) tester de nouvelles approches de mise en œuvre, de nouveaux modèles et de nouvelles techniques, recenser les résultats positifs obtenus et partager les enseignements pertinents; et ii) soutenir les efforts du gouvernement visant à évaluer la mise en œuvre et l'efficacité de ses politiques. Les enseignements tirés de ces approches serviront à éclairer la concertation pilotée par le gouvernement au sujet des politiques nationales.
39. L'essentiel de cette concertation sur les politiques se déroulera dans le cadre établi à cette fin par le gouvernement avec ses partenaires de développement et d'autres acteurs nationaux, notamment le Groupe de travail sur le développement économique rural et le secteur de la sécurité alimentaire, et ses sous-comités.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

40. Un accord de financement entre la République fédérale démocratique d'Éthiopie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
41. La République fédérale démocratique d'Éthiopie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
42. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

43. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à soixante-douze millions neuf cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (72 950 000 DTS) (approximativement 102 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un don d'un montant équivalant à un million quatre-vingt mille droits de tirage spéciaux (1 080 000 DTS) (approximativement 1,5 million d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un don de l'ASAP d'un montant équivalant à sept millions huit cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (7 870 000 DTS) (approximativement 11 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement

NEGOTIATED TEXT
21.07.2016

LOAN NO. _____
GRANT NO. _____
ASAP GRANT NO. _____

FINANCING AGREEMENT

Participatory Small-scale Irrigation Development Programme Phase II
(PASIDP II)

between the

FEDERAL DEMOCRATIC REPUBLIC OF ETHIOPIA

and the

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

and the

ADAPTATION FOR SMALLHOLDER AGRICULTURE PROGRAMME TRUST FUND

Signed in

on _____

FINANCING AGREEMENT

IFAD Loan Number: _____

IFAD Grant Number: _____

ASAP Trust Grant Number: _____

Programme Title: Participatory Small-scale Irrigation Development Programme Phase II (PASIDP II) ("the Programme")

The Federal Democratic Republic of Ethiopia (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund ("the ASAP Trust")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

HEREBY agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan, a Grant and an ASAP Trust Grant (together the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the IFAD Loan is seventy two million nine hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 72 950 000).
- B. The amount of the IFAD Grant is one million and eighty thousand Special Drawing Rights (SDR 1 080 000).
- C. The amount of the ASAP Trust Grant is seven million eight hundred and seventy thousand Special Drawing Rights (SDR 7 870 000).

2. The loan shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one percent (0.75 per cent) per annum, and shall have a maturity period of forty (40) years including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.
4. The first day of the applicable Ethiopian Fiscal Year shall be 8 of July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 April and 15 October.
6. There shall be one Designated Account (DA) operated by the Ministry of Agriculture and Natural Resources (MoANR) at the National Bank of Ethiopia for all of the Financing sources. A Programme operating account shall be opened in a commercial Bank. A separate bank account shall be opened for the receipt of Counterpart funds from the Borrower/Recipient.
7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of eighteen million and five hundred thousand US dollars (USD 18 500 000) by covering all duties and taxes.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture and Natural Resources (MoANR).
2. The Programme Completion Date shall be the seventh (7th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) the key Programme staff have been appointed, transferred or removed from the Programme without the prior consent of the Fund as referred to in Part A and B Section II of Schedule 1 hereto ;
 - (b) the Programme Implementation Manual (PIM) referred to in paragraph 14 of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or otherwise modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Programme Coordination and Management Unit (PCMU) at federal and regional level shall have been duly established and key Programme management positions shall have been filled by personnel acceptable to IFAD;
- (b) The Borrower/Recipient shall have established a National Programme Steering Committee (NPSC) as referred to in paragraph 6 Section II of Schedule 1 hereto;
- (c) The Borrower/Recipient shall have prepared a draft PIM in form and substance satisfactory to the Fund.

3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

[title of the representative]
[name and address of the ministry]

For the Fund:

International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund

President of the International Fund
for Agricultural Development
in its capacity as Trustee
of the Adaptation for Smallholder
Agriculture Programme Trust Fund
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and the ASAP Trust and one (1) for the Borrower/Recipient.

FEDERAL DEMOCRATIC REPUBLIC OF ETHIOPIA

Authorized Representative

International Fund for
Agricultural Development

Kanayo F. Nwanze
President

Adaptation For Smallholder Agriculture
Programme Trust Fund

Kanayo F. Nwanze
President of the International Fund
for Agricultural Development in its capacity as Trustee
of the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
Trust Fund

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

Target Population. The Programme shall benefit the poor and food insecure rural households in drought-prone regions of Amhara, Oromia, Southern Nations, Nationalities and Peoples Region (SNNPR), and Tigray (the “Programme Area”). Any changes to this Programme Area envisaged by the Parties shall be agreed into the Programme Implementation Manual.

Goal. The overall goal of the Programme is to contribute to increased prosperity and improved resilience to shocks in food insecure areas of Ethiopia.

Objective. The Programme objective is to provide improved income and food security for rural households on a sustainable basis by developing small-scale irrigation schemes and adjacent watersheds.

Components. The Programme shall consist of the following Components:

Component A: Investment in Small-scale Irrigation Infrastructure

The objective of this component is to provide farmers with access to sustainable irrigation schemes.

Sub-component A.1: Irrigation Scheme Participatory Planning and Preparation

The Programme will support the implementation of a pipeline of irrigation schemes through (a) the identification and selection of schemes, (b) feasibility studies and detailed designs following improved quality guidelines, (c) the establishment and strengthening of Irrigation Water Users Associations (IWUAs) acting as the representative of the irrigation farmers, and (d) the environmental and social impact studies and environmental and social management plans.

Sub-component A.2: Small- Scale Irrigation Infrastructure Development

The Programme will support the development of the selected irrigation schemes, including multiple user systems alongside irrigation through (a) the promotion of innovative technologies, (b) the supervision of the construction and contract management, and (c) the irrigation management transfer to the IWUAs. The ASAP Trust Grant will allow the development of guidelines on resilient construction standards and, if needed, development of additional alternative water resources.

Component B: Investment in Capacity for Sustainable Agriculture

The objective of this component is to increase farmers market-oriented skills and capacity for sustainable agriculture by supporting a range of activities designed to ensure that beneficiaries will operate in an environment that is more conducive to rural commercial development.

Sub-component B.1: Agribusiness Linkages and Market Access

The Programme will contribute to improve the access to appropriate agricultural and financial services for smallholders through the following measures: (a) the strengthening of farmers’ cooperatives, (b) the support to emergence of agribusiness linkages via the Market Access Alliances (MAAs), and (c) the access to financial services and the development of agribusiness linkages.

Sub-component B.2: Capacity Building and Empowerment of Smallholder Farmers

The Programme will support the improvement of productivity in intervention areas inter alia by, (a) providing Agricultural Development Plans (ADP) in order to define the interventions for agricultural development, (b) using Farmer Research Groups (FRGs) as key vehicles to assess the viability of the commodities for irrigation agriculture, (c) providing agronomic support to integrate climate smart intervention into the day to day farming practices, (d) improving seed availability, and (e) promoting nutrition-sensitive agriculture. These measures will be co-funded by the ASAP Trust Grant.

Sub-component B.3: Watershed Management

The Programme will support improved and sustainable watershed management on rain-fed areas adjacent to the irrigation schemes. In this respect, (a) Watershed Management Teams (WMTs) shall be formed to rehabilitate degraded watersheds, conserve water and soil and mitigate climate change and (b) Conservation Agriculture shall be promoted. These measures will be co-funded by the ASAP Trust Grant.

Component C: Programme Management, M&E, and Knowledge Management

This component will focus on (a) Learning and Knowledge Management, and (b) Programme Management, Monitoring and Evaluation.

II. Implementation Arrangements

A. Programme Management

The Lead Programme Agency (LPA).

The Ministry of Agriculture and Natural Resources (MoANR) will be the LPA with overall responsibility for the Programme implementation. Within the MoANR, the State Minister for Natural Resources, will be responsible for coordinating the implementation of the Programme with the support of the Directorate of Small Scale Irrigation (SSI).

The National Programme Steering Committee (NPSC)

6.1 Composition. The NPSC shall be chaired by the State Minister MoANR and shall be composed of State Ministers from the relevant ministries, such as Ministry of Water, Irrigation & Electricity, Ministry of Trade, Ministry of Environment, Forest & Climate Change, Ministry of Finance and Economic Cooperation and Ministry of Industry, as well as executives of the relevant institutions, such as the Federal Cooperative Agency, Ethiopian Agricultural Research Institute and others as deemed necessary and in alignment with the strategic focus and approach of the Programme. In order to enhance efficiency, the Federal Programme Coordination and Management Unit (FPCMU) with support of experts drawn from relevant directorates and institutions will serve as the technical arm of the NPSC; and the National Programme Coordinator shall act as the NPSC Secretary.

6.2. Responsibilities. The NPSC will provide overall policy and strategic guidance on Programme focus, priorities and institutional strengthening in order to inter alia (a) ensure that the Programme is moving in the right direction towards achievement of its development objective; (b) contribute to the higher level sector policy and strategic goals, under GTP2; (c) is implemented in harmonization and alignment with other Programmes and initiatives in the sector and (d) review the implementation status of internal and external audit recommendations. The NPSC meetings will be aligned with Government budget cycle and other critical Programme-specific approval requirements.

B. Programme Coordination

At Federal level

7.1 The Federal Programme Coordination and Management Unit (FPCMU)

7.1.1 Composition. The FPCMU, established during the first phase of the Programme, will be under the leadership of a National Programme Coordinator who will report to the State Minister for Natural Resources. The FPCMU will include, inter alia, Monitoring and Evaluation, Knowledge Management, MIS/GI, Social Safeguard, Environmental Safeguard, Climate Change, Capacity Building, Gender, Senior Procurement, Senior Finance Manager Specialists and an Accountant.

7.1.2 Responsibilities. The FPCMU will provide day to day management and will play a key role in (i) planning, monitoring and evaluation, (ii) coordinating stakeholders at federal level and (iii) leading the quality control of investments, including ensuring cost-efficiency. The FPCMU capacity will be strengthened on issues related to marketing, safeguards and climate change adaptation.

Within the FPCMU, a Programme Market Facilitation Team (PMFT) will devise the strategy and time-table for support at the national and provincial level, provide a link to policy makers and high-level market entities, and provide direct technical support at Regional levels. A Safeguards specialist will ensure proper application of the ESMF and a Climate Change Adaptation specialist will provide leadership on issues related to climate change adaptation mainstreaming.

At Regional level

The Programme will be managed by the respective Regional governments with the Heads of the Bureaus of Agriculture and Natural Resources providing overall leadership and ensuring that the Programme is implemented in accordance with the agreed regional priorities, and in alignment with federal strategic agricultural development goals.

8.1 Regional Programme Steering Committees (RPSCs)

8.1.1 Composition. The RPSCs, chaired by the respective Heads of Bureaus of Agriculture and Natural Resources, will be expanded to include Heads of the relevant Bureaus and other representatives from market and trade, cooperative agency, environmental protection, land use management, Agricultural Research Institutes, and others as deemed necessary.

8.1.2 Responsibilities. The RPSCs will provide policy and strategic guidance in planning, prioritization and implementation of Programme investments. The RPSC will approve the AWPB and key programme documents such as implementation progress, financial and audit reports.

8.2 Regional Project Coordination and Management Units (RPCMUs)

8.2.1 Composition. The RPCMUs will be led by a regional coordinator. The core RPCMU experts will include inter alia, an M&E officer, a financial management officer, a procurement officer, a market/value chain officer, an irrigation engineer, an agronomist, and a water and natural resources management officer.

8.2.2 Responsibilities. The RPCMUs will be responsible for the day to day management of the Programme in all Programme regions. The RPCMUs will play a leading role in planning investments, procurement and coordination of design consultants, works contractors and capacity building service providers. A Market Development Facilitation Team (MDFT) will provide direct training and mentoring for all cooperatives engaged at each irrigation scheme, and would initially convene and subsequently provide training and mentoring to MAAs involving all relevant commercial entities. Regional Environmental and Social Officers will (i) conduct environmental and social monitoring on a day to day basis, (ii) ensure

implementation of mitigation measures as identified in the scheme Environmental and Social Management Plan (ESMP) and (iii) provide technical support to the implementation of climate change adaptation measures.

At Woreda and Programme site level

Woreda Focal Point

A Woreda Focal Point will work with a team of Development Agents at Kebele level to oversee implementation and will handle day-to-day issues in programme implementation, in close collaboration with the RPCMU, and will ensure the quality of investments.

9.1 Farmer-based organisations

Farmer-based organisations such as (i) IWUAs will actively participate in the entire process of scheme development from identification to the final scheme hand-over, (ii) multi-purpose cooperatives will help farmers to market their surplus produce, (iii) watershed management teams will play a leading role in improving land and water management through watershed/catchment rehabilitation and management activities.

9.2 Technical Assistance (TA)

Partnerships will be envisaged with (i) the Agricultural Transformation Agency (ATA) for the mobilization of technical assistance with regard to key innovative aspects of the programme and also; (ii) CGIAR centres for all the agricultural and environmental issues including water productivity, watershed management, and modelling local-level climate change scenarios; (iii) Ethiopian Agricultural Research Institute and Universities

C. Programme Planning, Monitoring and Evaluation, Learning and Sharing Knowledge, Supervision

Planning. The Programme will be implemented on the basis of approved Annual Work Plans and Budgets (AWPBs). The budgeting process will be done jointly between FPCMU, RPCMUs, Woredas and implementing partners. The FPCMU will consolidate the budget, present it for approval by the NPSC and submit the estimates to MoFEC. A No Objection from IFAD will be required for each AWPB during the implementation.

Monitoring and Evaluation. The Programme M&E system will collect appropriate and timely information to track programme progress towards outputs, outcomes, impact and sustainability. It will be the basis of progress reports and will enable Programme management at all levels, local communities and other stakeholders to keep track of interventions progress against the AWPB. The overall responsibility for the Programme's M&E system will rest with the M&E Specialist of the FPCMU, who will be supported by the RPCMU M&E Specialists.

Learning and Knowledge Management. A Learning and Knowledge Management (L&KM) strategy will be developed by the FPCMU M&E specialist and the Knowledge Management Specialist in consultation with Regions, Woredas and Kebeles helping to inform activities, replication and scaling up.

Programme audits. The external audit will be carried out by either the Office of the Federal Auditor General (OFAG) or the Audit Services Corporation (ASC). If OFAG or ASC do not carry out the audit in accordance with the above, OFAG will provide a list of accredited private audit firms to the LPA. The selection of the firm will be undertaken through a competitive process acceptable to the Fund.

D. Programme Implementation Manual (PIM)

The Programme shall be implemented in accordance with the approved AWPB and Procurement Plan and the PIM, the terms of which shall be adopted by the LPA subject to the Fund's prior approval. The PIM shall include, among other things: (i) terms of reference, implementation responsibilities and appointment modalities of all Programme staff and consultants; (ii) Programme operational manuals and procedures; (iii) monitoring and evaluation systems and procedures; (iv) a detailed description of implementation arrangements for each Programme component with special reference to the ESMP/Resettlement Action Framework (RAF) and the Environmental and Social Impact Assessment (ESIA)/Resettlement Action Plan (RAP) that will be required; (v) modalities for the selection of service providers to be based on transparent and competitive processes; (vi) financial management and reporting arrangements including accounting, approval of payments, financial reporting, internal controls, fixed asset management, as well as internal and external audit; and (vii) the good governance and anti-corruption framework.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan, Grant and ASAP Trust Grant Proceeds.(a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan, the Grant and the ASAP Trust Grant, the allocation of the amounts of the Financing to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	IFAD Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	IFAD Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	ASAP Trust Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
I. Training	2 700 000		4 170 000	100% net of taxes
II. Works	50 600 000		650 000	100% net of taxes and net of beneficiaries' contributions
III. Consultancies	2 550 000	970 000	1 280 000	100% net of taxes
IV. Goods, Services and inputs	6 050 000		710 000	100% net of taxes and net of beneficiaries' contributions
V. Salaries and allowances	2 300 000		290 000	100% net of taxes and net of Government contributions
VI. Operating costs	1 500 000			100% net of taxes and net of Government contributions
Unallocated	7 200 000	110 000	770 000	
TOTAL	72 950 000	1 080 000	7 870 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category I – Training funded by the IFAD loan principally relates to strengthening of Irrigation Water Users' Associations, Farmers' Organizations and Cooperatives; Training funded by the ASAP Trust Grant fund principally relates water efficiency and water productivity, climate smart agriculture and watershed management;

Category III – Consultancies funded by the IFAD loan principally relate to the feasibility studies, engineering design, site supervision, baseline studies and impact assessment. Consultancies funded by the IFAD grant, shall cover

eligible expenditures for Capacity Building in Monitoring and Evaluation and International Competitive National and International Expertise to provide analytical and technical support to the FPCMU in (i) assuring the quality of market and feasibility studies; (ii) supporting market access facilitation; and (iii) learning and knowledge management. Consultancies funded by the ASAP Trust Grant principally relate to climate analyses, and the preparation of agricultural development plans;

2. Retroactive financing. As an exception to Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures up to the equivalent of two million United States Dollars (USD 2 000 000) incurred from 1 July 2016 to 31 December 2016 may be pre-financed by the Government and reimbursed from the Financing after the Financing Agreement has entered into force and the conditions precedent to withdrawal have been met. These specific eligible expenditures consist of baseline survey, studies and selection of appropriate scheme sites, training needs assessment, workshops, completion of on-going schemes within PASIDP II Woredas, salaries and allowances and operating costs.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Financing Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. Gender. The Borrower/Recipient shall develop a gender mainstreaming guideline for the Programme to ensure that gender concerns shall be reflected in all Programme activities throughout the implementation period, in order to offer equal opportunities under the Programme to men, women, women headed households and youths.
2. Social, Environmental and Climate Change due diligence. The Borrower/Recipient assures that the ESMF and RAF as required by IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) have been adopted and that the Programme will be carried out in accordance with the aforementioned documents. The Borrower/Recipient shall ensure that prior to carrying out any construction of irrigation facilities and related items, a full ESIA/ESMP and a RAP, will be duly completed, where it is required, with adequate budget for their implementation, so as to ensure the full social and environmental sustainability of any investment of the Programme. Before supporting any intervention that might affect the land access and use rights of communities, the Programme will ensure that their free, prior and informed consent has been solicited through inclusive consultations based on full disclosure of the intent and scope of the activities planned and their implications. In order to ensure SECAP compliance in form and quality, the first two ESIA's in each region are subject to prior review by IFAD.
3. Implementation. The Programme will be implemented in compliance with the main IFAD policies, strategies and procedures, inter alia, with (i) IFAD's Natural Resources Management Policy, Climate Change Strategy and SECAP, (ii) IFAD's Policy on Improving Access to Land and Tenure Security, and other policy tools such as (i) the Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests; and (ii) the Framework and Guidelines for Land Policy in Africa.
4. Environmental Audit. The development of measures to mitigate social and environment impacts and the implementation will be reported upon annually and the report will be subject to an independent annual audit that will be submitted to IFAD and the NPSC.
5. Accounting Software. Within the first year of implementation, an accounting software shall have been duly implemented in accordance with a comprehensive chart of accounts satisfactory to the Fund.
6. Programme Financial Reporting. The Programme financial reporting shall cover Category of Expenditures, Components and Financier and shall be prepared on a modified cash basis.

General Conditions
(to be annexed)

Logical Framework¹

Results Hierarchy	Performance Indicators			Means of Verification			Risks Assumptions
	Indicators ²	Baseline	End Target ³	Source	Frequency	Responsibility	
Goal: Increased prosperity and improved resilience to shocks in food insecure areas of Ethiopia	1. # of HH participating in the Programme graduated above the poverty line 3/4 years after schemes are operational	TBD ⁴	TBD	Reference surveys	PY1, PY7	FPCMU, consulting firm	
	2. % increase in value of assets of participating households	TBD	TBD	Reference surveys	PY1, PY7	FPCMU, consulting firm	
	3. % reduction in prevalence of child malnutrition	TBD	TBD	Reference surveys	PY1, PY7	FPCMU, consulting firm	
	4. Number of smallholder household members supported in coping with the effects of climate change (ASAP indicator) ⁵	0	480,000	Reference surveys	PY1, PY3, PY7	FPCMU, consulting firm	
Development Objective: Improved income and food security for rural households on a sustainable basis	5. # of direct beneficiary households	0	108,750	Progress reports	Annual	FPCMU, consulting firm	Effective agribusiness linkages Efficient start-up
	6. Increase in household income from project support			Reference surveys	PY1, PY3, PY7	FPCMU, consulting firm	
	Farm model A – 1 ha (ETB)	5,210	18,772				
	Farm model B – 1 ha (ETB)	7,833	29,072				
	Farm model C – 1 ha (ETB)	5,499	19,583				
	Farm model D – 1 ha (ETB)	6,298	29,84				
	Farm model E – 1 ha (ETB)	5,295	9,665				
Farm model F – 1 ha (ETB)	9,108	15,073					
Component 1: Investments in Small-Scale Irrigation							
Outcome 1: Farmers have sustainable access to irrigation schemes	7. # of farmers that have access to irrigation schemes	0	46,250	Surveys and specialized studies	PY1, PY7	PY3, RPCMU, implementers	Ownership of beneficiaries in irrigation schemes (A) No elite capture (R)
Output 1.1. Selection of irrigation schemes for investment	8. # of feasibility studies approved	0	18,400 ha	Progress report	Quarterly	RPCMU, implementers	
	9. 100% of IWUAs operate sustainably	TBD	150 IWUAs	Progress report	Quarterly	RPCMU, implementers	
Output 1.2 Irrigation schemes developed or	10. # of ha farmland under operational irrigation	TBD	18,400 ha	Survey	PY1, PY7	PY3, RPCMU, implementers	

¹ 20 Key performance indicators, including 5 ASAP Indicators

² If possible, indicators are disaggregated by gender of household head, gender and age.

³ The impact survey of PASIDP (IFAD, 2016) was used to determine the end targets.

⁴ TBD= To Be Determined after baseline survey

⁵ Measured by household resilience index. To be determined at the beginning of the programme with the technical assistance of IFAD-ECD team

Results Hierarchy	Performance Indicators			Means of Verification			Risks Assumptions
	Indicators ²	Baseline	End Target ³	Source	Frequency	Responsibility	
upgraded on 15,000 ha	11. Value of Infrastructure [USD] protected from extreme weather events (ASAP Indicator)	0	80 Million	Progress Report	Annual	FPCMU	
Component B: Investment in capacity for sustainable agriculture							
Outcome 2: Farmers have increased market-oriented skills and capacity for sustainable agriculture.	12. 70,000 households achieve at least 50% increase in farm income	Maize: 1.5MT/ha Wheat: 1.5 MT/ha Onion: 4 MT/ha Chickpea:0.7MT/ha	Maize: 3.0 MT/ha Wheat: 2.7 MT/ha Onion: 10 MT/ha Chickpea: 1.8 MT/ha	Surveys and specialized studies	PY1, PY3, PY7	FPCMU and consulting firm	Access to financial services (A)
Output 2.1 Improved access to appropriate inputs, access to agricultural and financial services for smallholder producers	13. # of functional cooperatives that provide at least 3 services to clients	TBD	100	Progress report	Quarterly	RPCMU, implementers	Sufficient capacity of public services (A)
	14. # of households with strengthened financial literacy	TBD	50,000	Progress report	Quarterly	RPCMU, implementers	Climate change measures adopted (A)
	15. In and off farm employment creation	TBD	15,000	Progress report	Quarterly	RPCMU, implementers	
Output 2.2 Improved productivity in intervention areas	16. # of people trained in sustainable production practices and technologies, including NRM (ASAP Indicator)	TBD	15,000	Progress report	Quarterly	RPCMU, implementers	
	17. Households in vulnerable areas with increased water availability for agricultural production (ASAP Indicator)	0	80,000 households	Survey	PY1, PY3, PY7	RPCMU, implementers	
Output 2.3 Improved and sustainable watershed management	18. # of ha under improved watershed management (ASAP indicator)	0 ha	60,000 ha	Progress report	Quarterly	RPCMU, implementers	
	19. Extent of land with rehabilitated or restored ecosystem services (ASAP Indicator)	0	40%	LDSF ⁶	PY1, PY3, PY7	RPCMU, implementers	
	20. Crop yield stability over seasons ⁷	TBD	70%	Progress report	PY1, PY3, PY7	RPCMU, implementers	

⁶ Land Degradation Surveillance Framework (LDSF) for monitoring land and environmental health surveillance,

⁷ Would be used in areas where yield and rainfall data is regularly recorded